

*Allocations familiales—Loi de 1973*

● (1450)

**M. Scott Fennell (Ontario):** Monsieur le Président, le sujet que nous débattons aujourd'hui est très analogue à celui dont nous discutons beaucoup depuis octobre 1980. Maintenant, nous réduisons les revenus des familles. En 1980, nous réduisons les revenus des sociétés pétrolières. C'est la mainmise libérale. Madame le ministre rit. Je ne crois pas qu'elle se rende compte des épreuves que les chômeurs subissent. Je parle des petites gens.

**Mme Bégin:** Parlez du projet de loi.

**M. Fennell:** Je parle du projet de loi. Je parle de tous ceux qui ont besoin des augmentations l'année prochaine, parce qu'ils cesseront bientôt de recevoir les prestations de chômage.

**Mme Bégin:** Ils les reçoivent. Lisez le projet de loi.

**M. Fennell:** Faites votre discours à votre tour. C'est cruel d'agir ainsi en période d'inflation galopante. Le gouvernement ne fait rien pour réduire ses dépenses. J'ai été membre du comité des prévisions budgétaires en général et les dépenses augmentent. Le gouvernement dépense comme il l'entend. Personne ne vérifie. Par contre, il va s'en prendre au citoyen moyen qui a besoin de cet argent pour acheter des denrées alimentaires.

Le moment est grave pour l'économie. Non seulement, y a-t-il beaucoup de chômeurs, mais nous avons pour le moment un excédent de main-d'œuvre. Je ne vois pas comment on peut donner un emploi à ces chômeurs. Le gouvernement n'a pas songé qu'il fallait leur offrir un emploi. C'est grave, et ce projet de loi, qui prendra de l'argent à ces personnes, est mauvais.

Le gouvernement pourrait réduire ses dépenses dans bien des domaines, mais il s'attaque d'abord aux citoyens; il déshonore la Chambre. Nous ne pouvons absolument pas donner notre appui à ce projet de loi, alors que certains Canadiens meurent de faim et perdent leur emploi sans pouvoir en retrouver un autre.

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Caccia) a parlé de créer 60,000 emplois. Notre chef a dit que chaque chômeur aura 20 minutes de travail. On ne crée pas des emplois pour ceux qui en ont besoin. C'est injuste à l'égard des Canadiens. C'est injuste envers les habitants de toutes les régions du pays, surtout ceux des régions où le chômage est élevé comme Sudbury, où il atteint actuellement 40 p. 100. Ces personnes ignorent quand elles retrouveront un emploi. Comment le gouvernement peut-il leur prendre de l'argent? C'est de la cruauté. C'est cruel de s'en prendre ainsi aux citoyens par le biais d'un tel projet de loi.

En plus des chômeurs, il nous faut tenir compte de ceux qui n'auront plus droit à l'assurance-chômage. Nous ignorons

combien ils seront d'ici à la fin de l'année prochaine. L'industrie automobile n'emploiera pas tous ces gens. Elle s'équipe de robots afin de demeurer concurrentielle. Le chômage sévit et il y a un excédent de main-d'œuvre, mais nous ne faisons rien. C'est de cela dont nous devrions discuter aujourd'hui au lieu de songer à extorquer de l'argent à ceux qui n'ont aucun moyen de subsistance.

C'est là un projet de loi très bref et cruel. Je regrette qu'il ait été soumis à la Chambre. Il reflète bien l'attitude de ce gouvernement rapace, assoiffé d'argent. Le gouvernement croit pouvoir dépenser cet argent mieux que les Canadiens. Et pourtant, les gens qui ont des enfants en ont beaucoup plus besoin que le gouvernement. Celui-ci ne songe pas à la misère qu'entraînera ce projet de loi.

**M. Nielsen:** Il a besoin d'argent pour sa publicité.

**M. Fennell:** C'est très vrai. Notre leader à la Chambre dit que le gouvernement en a besoin pour sa publicité. Il adore faire accepter ses grands programmes dans tout le pays à coups de feuilles d'érable et de cygnes en vol. Il faut bien qu'il se serve des cygnes, car il a épuisé l'attrait publicitaire des oies. Ce qui se passe au Canada est navrant.

**M. Evans:** Allons donc.

**M. Fennell:** Je constate que mon importun est présent. Il a toujours la réplique quand j'essaie de faire comprendre que le gouvernement traite cruellement les Canadiens. Le député d'Ottawa-Centre (M. Evans) a beaucoup de qualités, mais il aura du mal à obtenir les voix des parents lors des prochaines élections. Je le sais parce que je réside dans sa circonscription quand j'habite à Ottawa. Les parents qui vont être victimes du projet de loi qu'il approuve auront quelque chose à lui dire quand il ira frapper à leur porte, notamment qu'ils n'ont pas oublié le tour qu'il leur a joué. Le député s'imagine que la prochaine campagne électorale n'est pas pour demain et que les électeurs auront eu le temps de tout oublier. Il espère que le gouvernement aura proposé d'ici là une nouvelle série de mesures séduisantes qui auront eu pour effet de doubler les allocations familiales juste avant les prochaines élections. Voilà la tactique pour être réélu. C'est ce que feront les libéraux même si nous avons un déficit de 25 milliards cette année.

Malgré cette dette le gouvernement pourrait réduire ses dépenses dans bien d'autres secteurs. J'implore les députés d'en face de penser un peu à ceux qui ont besoin d'aide maintenant et de voter contre cette mesure du gouvernement.

**M. Les Benjamin (Regina-Ouest):** Monsieur le Président, à la demande générale des députés d'en face, je vais donc résumer la position du Nouveau parti démocratique sur ce bill et sur d'autres mesures du même acabit.

**M. Evans:** Vous allez prendre toute la journée.